

« Nationalisme diasporique et repli communautariste », Libération, 19 mai 2003.

La question du communautarisme revient en force avec la résurgence du débat cyclique sur le foulard. Curieusement, le cas des Asiatiques n'attire ni l'attention ni les foudres des censeurs. Ce communautarisme-là, discret et bien « cadré », a pourtant fait son chemin dans la société française, silencieusement mais sûrement, et les groupes qu'il concerne ne semblent pas encore spécialement préoccupés d'un partage des valeurs républicaines. En revanche, une telle indifférence n'est pas de mise face au communautarisme arabo-musulman et juif, lequel a pris la forme d'un nationalisme diasporique, révélé au grand jour avec l'exacerbation suscitée par la seconde Intifada. Il y a là quelque chose de spécifique et d'inconnu, qui inquiète, ne serait-ce qu'en raison des débordements qu'il occasionne. Juifs et Arabes, en France et ailleurs, partout où ils constituent d'importantes diasporas, sont tous, peu ou prou, touchés par ce nationalisme. Un nationalisme sans revendication territoriale, et faisant cohabiter la loyauté au pays de résidence avec un soutien sans faille à des causes extérieures à ce pays, susceptibles de cimenter une identité diasporique.

Ces causes sont transnationales. Les arabo-musulmans de diaspora, au-delà de leurs appartenances nationales particulières ou de celles de leurs parents Maroc, Algérie, Tunisie ou tout autre pays arabe, reconstruisent une certaine unité dans la défense du combat palestinien et surmontent, du même coup, leurs éventuelles dissensions. Cette identification, plus visible chez les jeunes, leur permet de se réinscrire dans une généalogie, alors même que le lien s'est distendu avec le pays d'origine et avec les parents, à qui il est reproché d'avoir subi passivement les humiliations et les renoncements imposés par l'immigration. Nés en France ou en Europe, élevés dans le système occidental avec en arrière-plan le bagage culturel emporté par la famille immigrée, nombre de ces jeunes ne connaissent bien souvent pas même l'arabe et n'ont de l'islam qu'une connaissance approximative. Retirant relativement peu de bienfaits de leur pays de naissance et peu enclins à retourner dans celui de leurs parents, ils se trouvent ainsi doublement décalés. Dans ces poudrières mal maîtrisées que sont devenues les banlieues, plus que la religion, c'est l'identification aux Palestiniens (ou à tous ceux qui défient l'Occident) qui leur fait retrouver l'honneur perdu des leurs. Les actions spectaculaires des héros de la cause palestinienne deviennent des actes de bravoure, objets d'appropriation, tandis qu'Israël, associé à cet Occident qui les a relégués dans ses marges, incarne l'ennemi par excellence, persécuteur de Palestiniens, ces frères de destin. Dans ce schéma, le plus souvent, Israéliens et juifs ne sont pas dissociés. Ne concernant ni le pays d'origine des parents ni le pays de résidence, la cause défendue se situe sur un terrain qui n'est autre que le lieu de toutes les revanches, sans implication directe et immédiate. Elle remplace le territoire et, parée de toutes les vertus, fonctionne comme une sorte de nationalisme, qui soude et renforce, sans que l'islam soit en son cœur, même si l'identification aux Palestiniens a pu passer par le sentiment d'une communauté de religion plutôt que par une arabilité partagée, plus floue et difficile à cerner. Là, enfants et parents ont quelque espoir de se rencontrer.

Les juifs ont eux aussi développé depuis longtemps, autour d'Israël, un nationalisme diasporique qui s'est renforcé avec l'évolution du conflit au Moyen-Orient. Un nationalisme sans frontières, les rassemblant de par le monde. La victoire d'Israël en 1967 leur avait redonné leur fierté et avait définitivement clos l'époque où on les décrivait comme des êtres passifs et courbés. Désormais, en France comme ailleurs, l'on s'assume ouvertement comme juif et l'on assume en même temps et de la même manière son rapport à Israël. Les juifs nord-africains, qui ont quitté le Maghreb au rythme des indépendances nationales et en qui ce départ a nourri un certain contentieux avec les Arabes, auprès de qui ils avaient vécu pendant des siècles, contribuent fortement à l'expression affirmée d'un soutien sans faille à l'Etat hébreu. Du jamais vu au sein de la collectivité française. L'Israélite du XIXe siècle, le Français de confession mosaïque, laisse progressivement sa place au juif français. 1967 aura été aussi pour beaucoup de juifs nord-africains une sorte de revanche face aux difficultés de l'émigration, une revanche contre les Arabes, une manière de retrouver sa dignité entamée par un exil forcé. Et aujourd'hui, tandis que le soutien à la cause palestinienne pallie chez nombre d'arabo-musulmans l'effritement de l'identité traditionnelle, beaucoup de juifs trouvent dans leur attachement à Israël un moyen de parer à une fragilisation comparable.

Qu'en est-il vraiment de l'antisémitisme arabo-musulman en France, l'une des expressions de ce nationalisme diasporique en action, circonscrit par l'appartenance communautaire ? Certes, nul ne niera la multiplication des actes antijuifs, de gravité variable, ni la forte hostilité aux juifs de certains milieux arabo-musulmans, une hostilité qui se propage déjà dans d'autres sphères, non dépourvues de certaines arrière-pensées. Mais la peur qui s'est emparée des juifs de France aujourd'hui et la manière dont elle se fait entendre sont-elles proportionnées aux agressions subies ? Ou ne faut-il pas voir, là aussi, l'expression de ce nouveau nationalisme diasporique, axé sur la défense d'Israël et prompt à ranger les critiques dont il est l'objet dans la catégorie antisémitisme, le tout sur fond de traumatisme réactivé dans un climat tendu ? Le racisme antiarabe suit, lui aussi, une courbe ascendante. Mais la dénonciation en bloc du racisme et de l'antisémitisme n'est pas faite pour arranger les choses. On oublie ainsi ce qu'ont de spécifiques ces haines apparentées et les populations qui s'en font les relais. Enfin, dénoncer le mal sans chercher des moyens concrets de l'éradiquer revient à s'y complaire.

Sur tout cela, certains observateurs, directement concernés par le conflit ou a priori extérieurs, jettent un regard parfois ambigu. On se met à comparer islam et judaïsme. Les uns en viennent, par exemple, à exiger des musulmans ce qui fut autrefois exigé des juifs et à demander à l'Etat de contraindre l'islam à se réformer, ce qui pourtant ne relève nullement de ses compétences, dans le contexte du régime de séparation des Eglises et de l'Etat. Les mêmes, d'ailleurs, semblent parfois douter qu'une telle réforme soit possible, comme si l'islam, qu'ils imaginent monolithique et éternellement stable, était condamné à rester insensible aux variations de l'Histoire. Les promoteurs de l'émancipation des juifs parlaient bien eux aussi mais il y a un peu plus de deux siècles ! de leur nécessaire « régénération », seule susceptible de leur faire « mériter » la citoyenneté. Mais aujourd'hui, nombre d'arabo-musulmans de France sont déjà des citoyens. Il existe un contrat entre eux et la République, et leur citoyenneté est celle d'individus et ne dépend nullement d'une quelconque conformité de leur « communauté » ou de leur religion d'origine, que l'Etat laïc n'a ni à connaître ni à reconnaître.

D'autres opposent l'ancienneté de la présence juive sur le sol français à la récente immigration des arabo-musulmans. N'oublions pas que dans des temps pas si lointains, certains jugeaient les juifs non intégrables parce qu'immigrés et dépourvus de racines sur le sol français... Oui, les juifs sont eux aussi largement issus de communautés immigrées. Quel juif de France peut faire remonter sa

généalogie au Moyen Age français ? Et depuis quand l'enracinement serait-il une condition d'accès à la citoyenneté, à la bonne citoyenneté ?

Nous savons à quelles dérives peut mener ce goût de la comparaison, qu'il s'agisse d'évaluer les religions, les civilisations ou les races. Les disputations médiévales, en périodes de crise, ne visaient pas seulement à démontrer la supériorité du christianisme sur le judaïsme ; elles débouchaient aussi sur des pogroms antijuifs. Quant au discours sur l'inégalité des races, on sait aussi à quoi il a conduit. Les juifs n'ont aucun intérêt à se prévaloir des palabres flatteuses dont on les gratifie, et qui ont pour motif principal un rejet des arabo-musulmans. Le devoir de mémoire consiste aussi en cela, et à ne pas se laisser bercer par des propos évidemment réversibles.

Le contexte est nouveau, les remèdes à y apporter n'ont encore aucun caractère d'évidence. Notre société sera de plus en plus pluriculturelle. Les diverses composantes de la société française qui peuplent l'école ont toutes le droit d'apprendre leur histoire pour mieux accéder à l'universel, un universel enfin devenu ce qu'il prétend être et sorti de ses ornières... un universel vraiment fédérateur, seul à même de désamorcer les nationalismes diasporiques qui aujourd'hui nourrissent les replis communautaristes. Quitte à être taxés de rêveurs, croyons encore aux vertus conciliatrices du savoir à l'école, elle aussi rattrapée par le racisme antiarabe et par l'antisémitisme. Les passerelles se construisent sur le terrain. Ce sont les enseignants qui sauront préparer les citoyens de demain, dans la connaissance réciproque de leurs cultures et de leurs religions respectives. La tâche est immense, mais il est encore temps de l'engager.

Esther Benbassa est directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études. Pour le ministère de l'Education nationale et dans le cadre de l'Institut européen en sciences des religions, elle a conçu, avec Jean-Christophe Attias, un projet de formation des enseignants du secondaire à l'histoire et aux enjeux contemporains des relations judéo-musulmanes.